



Gymnase intercantonal de la
Broye

PLAN D'ÉTUDES ET PROGRAMME

ÉCOLE DE COMMERCE

2023

ÉCONOMIE ET DROIT

Préambule et objectifs généraux

L'objectif de l'enseignement de l'économie et droit est de permettre aux personnes en formation de trouver leurs repères face aux changements qui interviennent dans le contexte économique et le cadre légal existants, que ce soit dans leurs rôles de collaborateurs d'une entreprise et d'une organisation, de membres d'une famille, de consommateurs ou de citoyens et de contribuer ainsi à l'évolution durable de la société.

Cet objectif est atteint si les personnes en formation parviennent à se forger leur propre opinion de manière objective et fondée sur des problèmes concrets concernant l'économie d'entreprise, l'économie politique et le droit (citoyens responsables sur les plans économique et juridique), à présenter leurs propres solutions et à apprécier celles proposées par des experts.

Pour y parvenir, il importe que les personnes en formation comprennent les structures et les processus essentiels de l'économie d'entreprise, de l'économie politique et du droit et connaissent les bases sur lesquelles se prennent des décisions. Elles acquièrent à cet effet des bases en économie et en droit qu'elles peuvent appliquer à des cas concrets.

Principaux objectifs atteints à la fin de la formation

Savoirs et connaissances

Transdisciplinaires

- Utilisation des technologies de l'information et de la communication (compétences TIC) : analyser les problématiques économiques et juridiques, individuellement ou en groupe, à l'aide des médias ; développer diverses solutions, les évaluer et opter pour la meilleure.

Economie d'entreprise

- Maîtrise des aspects de la gestion des entreprises à but lucratif et non lucratif. Les entreprises produisent des biens ou offrent des services qui répondent à des besoins et reçoivent en retour une contre-prestation. Ces échanges répondent à la loi de l'offre et de la demande.

Economie politique

- Acquisition des savoirs suivants:
- Sur les processus économiques de base (la production, la distribution et la consommation de biens et de services).
- Sur les conditions cadres de la régulation monétaire et non monétaire et leurs incidences.
- Sur les activités et les institutions qui participent aux processus économiques de base ainsi que sur la politique économique.

Droit

- Acquisition d'un savoir de base du système juridique et des normes qui déterminent le cadre de l'ordre social.

Compétences méthodologiques, savoirs-faire

Transdisciplinaires

- Capacité de réflexion : analyser l'actualité en ce qui concerne la gestion responsable des ressources limitées et le respect de normes éthiques reconnues ; évaluer les corrélations qui existent entre des données économiques, sociales et juridiques ainsi que leurs changements.
- Capacité à s'intéresser : suivre les événements économiques et politiques.

Economie d'entreprise

- Acquisition des connaissances sur les principaux processus d'une entreprise, ses structures et son environnement.

Economie politique

- Connaissance des aspects micro et macro économiques et notamment l'utilisation des ressources limitées en vue de satisfaire les besoins humains. La disponibilité des entreprises à satisfaire ces besoins contre rétribution et sur la base du partage des tâches est le moteur de l'activité économique.

Droit

- Acquisition d'une compréhension des problèmes et du langage juridiques (connaissances juridiques de base, techniques de travail juridiques et résolution de cas pratiques) et sont capables de prendre des décisions lors de litiges avec l'Etat ou d'autres sujets de droit.

Compétences sociales, attitudes et savoir-être.

Transdisciplinaires

- Pensée orientée vers le développement durable : réfléchir aux questions posées par le développement durable et esquisser des projets d'avenir communs intégrant leur propre personne, leurs semblables et l'environnement.

Economie politique

- Etre en mesure d'en identifier et d'en évaluer les enjeux en tenant compte des évolutions de la société et des développements technologiques et écologiques.

Economie d'entreprise

- Mise en place des processus de décision, le libre choix, les contraintes et les conflits d'intérêts dans le cadre de la gestion.

Droit

- Prise de conscience que le droit évolue, qu'il structure et organise les relations entre les membres de la société, qu'il contribue à résoudre les conflits et qu'une société ne peut fonctionner sans loi.

Objectifs spécifiques du plan d'études et contenu du programme

A la fin du premier semestre, l'élève est capable de :

Domaines de formation	Compétences spécifiques et objectifs	Programme, contenus et fondamentum de connaissances
<i>1. Aspects d'entreprise (10 périodes d'enseignement)</i>		
1.1. Modèle d'entreprise (10 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> • expliquer un modèle d'entreprise viable dans un environnement donné à partir d'un cas concret. 	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes de cas simples, de développements significatifs pour l'entreprise en tenant compte de leur contexte (domaines économique, social, technologique et écologique).
	<ul style="list-style-type: none"> • identifier des groupes d'intérêts et en déduire d'éventuels conflits résultant d'objectifs divergents. 	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes de cas : revendications typiques des groupes d'intérêts à l'égard des entreprises et de la branche, conflits d'intérêts. · Classement des problèmes et des thématiques de base liés à l'environnement de l'entreprise. · Problématiques et des conflits d'intérêts typiques d'entreprise. • Exemples de groupes d'intérêts, et de stratégie d'entreprise.

<i>3. Aspects juridiques (10 périodes)</i>		
<p>3.1. Ordre juridique et notions fondamentales (4 périodes)</p>	<ul style="list-style-type: none"> décrire les principales caractéristiques du système juridique suisse et le percevoir comme élément essentiel de notre organisation sociale et de ses normes décrire sommairement l'organisation du droit suisse connaître les caractéristiques des principaux domaines juridiques (droit public (droit étatique, droit administratif, droit pénal) et droit privé (code civil, code des obligations)) et savoir classer les litiges dans ces domaines 	<ul style="list-style-type: none"> Généralités d'un système juridique à l'aide des notions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> droit public systematique et principaux domaines juridiques droit privé systematique et principaux domaines juridiques principes juridiques (bonne foi, devoirs généraux, fardeau de la preuve)
	<ul style="list-style-type: none"> expliquer la loi de l'offre et de la demande 	<ul style="list-style-type: none"> A l'aide de graphiques prédéfinis et sur la base quantité/prix, aborder des exemples concrets sur : <ul style="list-style-type: none"> le fonctionnement d'un marché la courbe de demande et déplacement de la demande la courbe de l'offre et déplacement de l'offre l'élasticité-prix de l'offre et de la demande
	<ul style="list-style-type: none"> déterminer les conséquences des interventions de politique économique sur les marchés (p. ex. contrôles des prix, impôts) en se référant à la loi de l'offre et de la demande, évaluer les conséquences sur la prospérité, énoncer et défendre une opinion personnelle sur la pertinence des interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer les interventions de l'Etat sur les marchés et expliquer les conséquences, à l'aide de graphiques prédéfinis et sur la base quantité/prix, des exemples concrets sur : <ul style="list-style-type: none"> le fonctionnement d'un marché la courbe de demande et déplacement de la demande la courbe de l'offre et déplacement de l'offre la fonction de contrôle des prix

	<ul style="list-style-type: none"> décrire les instruments de politique économique destinés à développer une économie durable (p. ex. concernant les émissions de CO2 ou les certificats d'émission de CO2) 	<ul style="list-style-type: none"> Expliquer les objectifs de la politique économique et de la politique sociale (stabilité des prix, plein emploi, croissance économique, équilibre budgétaire de l'Etat, équilibre social, balance commerciale, qualité environnementale) et leur signification pour l'économie en général. Expliquer les problèmes écologiques présents et futurs ainsi que les défis dans le domaine de la protection de l'environnement et de la politique énergétique.
3.2. Code civil (6 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> décrire les conditions de la capacité de discernement et de l'exercice des droits civils des personnes physiques et morales et en connaître les conséquences sur le plan légal 	<ul style="list-style-type: none"> Sujets de droit et objet de droit, jouissance des droits civils et exercice des droits civils des personnes physiques et morales

Objectifs CFC

Domaines de compétences opérationnelles	Activités professionnelles	Programme et contenus
DCO C – Coordination des processus de travail en entreprise (10 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> organiser son propre travail (planifier les tâches, délais et utilisations des ressources, fixer des priorités, identifier les conséquences en cas d'écarts et prendre les mesures qui s'imposent) et optimiser sa propre organisation du travail - 114 planifier un petit événement (y compris minimiser l'impact sur l'environnement - 115 identifier les groupes d'intérêts et leurs besoins dans des processus en entreprise et en déduire des tâches - 116 améliorer des processus en entreprise - 117 établir et documenter des plans d'organisation - 118 	<ul style="list-style-type: none"> Me situer dans l'organisation Planifier, prioriser et traiter des tâches et des délais Planifier et organiser un événement

Domaines de formation	Compétences spécifiques et objectifs	Programme, contenus et fondamentum de connaissances
	<ul style="list-style-type: none"> • identifier la nécessité de structurer l'entreprise et décrire la structure organisationnelle et la mise en œuvre de processus à l'aide d'exemples. 	<ul style="list-style-type: none"> • Particularités des tâches, de la marge de contrôle, de la voie hiérarchique et de la structure des niveaux hiérarchiques et des compétences. • Fonctions, contenus et utilisation des instruments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • description de poste • diagramme de fonctions • cahier des charges
	<ul style="list-style-type: none"> • identifier les modifications d'environnements et évaluer les réactions possibles des agents économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Par des études de cas orientées vers la pratique, être en mesure : <ul style="list-style-type: none"> • de reconnaître et de classer des problèmes et des thématiques de base liés à l'économie d'entreprise • de formuler des problématiques et des conflits d'intérêts typiques d'entreprises • de proposer des solutions aux problématiques d'entreprises dans les domaines suivants : groupes d'intérêts, stratégie, schéma directeur, organisation, marketing et financement
<i>2. Aspects juridiques (25 périodes)</i>		
2.1. Code civil (14 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> • traiter des cas juridiques concrets relevant du droit de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les conditions et les effets du mariage, du concubinage du partenariat enregistré, du divorce et des parents et présenter les principales différences
	<ul style="list-style-type: none"> • traiter des cas juridiques relevant du droit des successions à l'aide du code 	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter le régime matrimonial dont en priorité la participation aux acquêts et ses effets pendant le mariage et en cas de dissolution du mariage. • Déterminer, pour des partages typiques, les héritiers légaux, régler une succession légale et indiquer les réserves pour des cas simples. • Déterminer, sur la répartition de la succession selon les dispositions égales.
	<ul style="list-style-type: none"> • évaluer des problématiques concernant les droits réels à l'aide de la loi 	<ul style="list-style-type: none"> • Droits réels (propriété, réserve de propriété et possession)

Domaines de formation	Compétences spécifiques et objectifs	Programme, contenus et fondamentum de connaissances
2.2. Droit des sociétés (11 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> décrire les bases du droit des sociétés et du registre du commerce et traiter de manière autonome des cas juridiques dans ce domaine à l'aide de la loi 	<ul style="list-style-type: none"> A l'aide des critères ci-après, distinguer les particularités de l'entreprise individuelle, de la Sàrl et de la SA. <ul style="list-style-type: none"> société et raison sociale financement du capital gestion et représentation organes responsabilités / risques conséquences de l'inscription au registre du commerce. A l'aide d'exemples simples de créations d'entreprise, déterminer de manière justifiée une forme d'entreprise appropriée avec ses avantages et ses inconvénients.

OBJECTIF CFC

Domaines de compétences opérationnelles	Activités professionnelles	Programme et contenus
DCO C – Coordination des processus de travail en entreprise (10 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> concevoir des structures de classement physiques et numériques - 119 élaborer des textes, des tableaux et des présentations en fonction des groupes cibles (utiliser Word et PowerPoint) - 120 respecter les caractéristiques de base des concepts d'identité de l'entreprise (Corporate Identity et Corporate Design) - 121 élaborer des documents administratifs et relatifs au personnel courants - 122 vérifier l'exactitude des documents sur les plans formel et linguistique - 123 	<ul style="list-style-type: none"> Structurer le classement physique et numérique En lien avec le cours Modèle d'entreprise Expertiser des documents relatifs au personnel

	<ul style="list-style-type: none"> décrire les phases d'un cycle conjoncturel et déterminer les facteurs de prospérité et de récession 	<ul style="list-style-type: none"> Etudes des causes et effets des cycles : crise, récession, reprise et croissance. Expliquer les phases du cycle conjoncturel à l'aide des modifications dans les domaines ci-après : <ul style="list-style-type: none"> flux de marchandises flux monétaire chômage renchérissement commerce extérieur équilibre social intérêts revenus et dépenses de l'Etat Présenter des conflits d'intérêts économiques et politiques typiques. Montrer les effets d'une politique keynésienne dans les différentes phases du cycle conjoncturel
	<ul style="list-style-type: none"> expliquer les instruments d'une politique conjoncturelle visant à soutenir ou à freiner l'activité économique et évaluer les effets des mesures adoptées. 	<ul style="list-style-type: none"> Expliquer les objectifs de la politique économique et de la politique sociale (stabilité des prix, plein emploi, croissance économique, équilibre budgétaire de l'Etat, équilibre social, balance commerciale, qualité environnementale) et leur signification pour l'économie en général.
	<ul style="list-style-type: none"> expliquer comment se mesure le chômage et décrire différents types de chômage. 	<ul style="list-style-type: none"> Décrire les causes et les formes de chômage.
	<ul style="list-style-type: none"> décrire de nouveaux indicateurs pouvant servir d'alternatives ou de compléments au produit intérieur brut dans une économie durable 	<ul style="list-style-type: none"> Décrire des indicateurs qui intègrent des aspects qualitatifs qui ne comprennent pas le produit intérieur brut (Indice du développement humain (IDH) ; Indice de performance environnementale IPE).
2. Aspects juridiques (40 périodes d'enseignement)		
2.1 Dispositions générales du Code des obligations (CO) (10 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> connaître les dispositions générales du Code suisse des obligations 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'obligation dans des cas juridiques simples et principales conséquences juridiques.

Domaines de formation	Compétences spécifiques et objectifs	Programme, contenus et fundamentum de connaissances
	<ul style="list-style-type: none"> • faire la distinction entre les obligations résultant d'un contrat, d'actes illicites et de l'enrichissement illégitime • faire la différence entre la nullité et l'annulation d'un contrat 	<ul style="list-style-type: none"> • Constaté dans des cas juridiques simples s'il existe un rapport d'obligation et présenter les principales conséquences juridiques sur : <ul style="list-style-type: none"> • le contrat • l'acte illicite (responsabilité pour faute et responsabilité causale) • l'enrichissement illégitime • Décrire la fonction et l'impact de la sécurité des contrats. • Résoudre des cas juridiques simples relatifs à la création et à l'exécution conformes au droit de contrats simples. Ce faisant, citer les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> • formation (capacité des parties ; prescriptions de la forme ; consentement : offre / acceptation / retrait ; contenu du contrat) • vice du consentement (lésion, erreur essentielle, dol, crainte fondée) • causes de nullité • exécution (objet, lieu, époque) • non-exécution/exécution imparfaite • prescription et délais de prescription <p>A l'aide de cas concrets, différencier la nullité et l'annulation d'un contrat.</p>
<p>2.2 Les diverses espèces de contrats (30 périodes)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • connaître les normes légales essentielles des contrats les plus courants (en particulier contrat de bail) 	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les caractéristiques du bail à loyer, du bail à ferme et présenter les différences. • Résoudre, à l'aide du Code des obligations, des cas juridiques simples dans le domaine des retards de livraison, des défauts de la chose et des retards de paiement et présenter dans les grandes lignes les conséquences juridiques de la non-exécution des contrats de vente.

Domaines de formation	Compétences spécifiques et objectifs	Programme, contenus et fondamentum de connaissances
	<ul style="list-style-type: none"> • identifier les principaux conflits pouvant surgir entre les parties aux divers contrats et déterminer les conséquences du non-respect d'un contrat 	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les caractéristiques du contrat de travail, du contrat d'entreprise et de mandat et présenter les différences.
	<ul style="list-style-type: none"> • traiter de manière autonome des cas relevant du droit des contrats en s'appuyant sur le code et sur un schéma de résolution approprié 	<ul style="list-style-type: none"> • Résoudre, à l'aide du CO, des cas juridiques simples dans les domaines de la résiliation de contrats, des heures supplémentaires, du droit au salaire, du droit aux vacances, de la diligence et de la fidélité à observer. • Résoudre des problèmes juridiques en matière de loyers abusifs, de défauts de l'objet loué et de dispositions relatives au congé (termes, délais) et indiquer la procédure en cas de problèmes juridiques dans le domaine du droit de bail.

OBJECTIFS CFC

Domaines de compétences opérationnelles	Activités professionnelles	Programme et contenus
DCO B – Interaction dans un milieu de travail interconnecté (10 périodes)	<ul style="list-style-type: none"> • montrer l'importance de la sécurité au travail, de la protection de la santé et de la durabilité dans les processus en entreprise 	
	<ul style="list-style-type: none"> • gérer des processus de changement en entreprise (expliquer les causes, les caractéristiques et les effets fondamentaux, effectuer des recherches sur les développements actuels dans le domaine économique et social et en déduire des effets sur l'entreprise, les activités propres au domaine commercial et le domaine d'activité, analyser sa propre gestion des changements en entreprise) 	